

Variations

Des militants par intermittence ? Le Parti de la révolution démocratique au Mexique (1989-2000)

par Hélène Combes

dans une vaste étude publiée en 2004 sur les partis politiques latino-américains, Manuel Alcántara relève que 46 % des partis ayant aujourd'hui une présence parlementaire importante sont nés après 1975¹. Ce constat confirme l'hypothèse selon laquelle les changements de régime qui ont eu lieu en Amérique latine à partir de la fin des années 1970 auraient fondamentalement redessiné la carte du paysage partisan dans toute la région. Cependant, analyser l'émergence de nouveaux partis sans s'interroger sur les phénomènes de rémanence de réseaux plus anciens, sur la continuité du personnel militant et finalement sur les conditions de perpétuation de ses pratiques, fait en partie écran à une pleine compréhension des phénomènes partisans non seulement dans les périodes de changement de régime mais aussi bien au-delà. Comme le souligne Angelo Panebianco, la répartition du pouvoir entre les différents courants dans la première phase de la vie d'un parti est décisive². Elle peut exercer une influence à long terme sur la structuration partisane. En période de changement de régime, les règles du jeu

1. M. Alcántara, *¿Instituciones o máquinas ideológicas ? Origen, programa y organización de los partidos latinoamericanos*, Barcelone, Institut Ciències Polítiques i Socials, 2004, p. 77.

2. A. Panebianco, *Modelos de partidos*, Madrid, Alianza editorial, 1990 (1^{ère} édition en italien 1982).

politique sont bouleversées. De ce fait, les nombreuses tractations menées autour de la délimitation de la frontière d'un parti concernent le plus souvent la définition du parti lui-même³. D'où l'importance de porter une attention particulière aux origines et à la composition militante des nouvelles machines partisanes pour déchiffrer ensuite les modes de structuration et de fonctionnement partisans.

À cet égard, le Parti de la révolution démocratique (PRD) au Mexique offre un bon terrain d'observation. Plusieurs types d'acteurs et de courants participent en effet à sa fondation : des petits partis de gauche, des réseaux associatifs contestataires (mouvements sociaux et associations – appelées au Mexique « organisations sociales »⁴ –, syndicats) et le Courant démocratique (CD) du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), le parti au pouvoir depuis 1928. La campagne présidentielle de 1988 crée le contexte favorable à la rencontre de ces trois types d'acteurs qui, de façon différente, partagent les mêmes préoccupations et ont les mêmes objectifs : la lutte pour la démocratie, pour le respect des droits civiques et la défense des idéaux de gauche. Leur union est à l'origine de la naissance du Front démocratique national (FDN) dont Cuauhtémoc Cárdenas est le candidat à l'élection présidentielle. Au cours de la soirée électorale, alors que ce dernier est en tête dans le décompte des voix, le système informatique tombe en panne. Lorsqu'il est enfin réparé, les électeurs découvrent que le candidat du PRI, Carlos Salinas de Gortari, a repris l'avantage dans la course au mandat suprême. Cette « fraude » déclenche à travers tout le pays de vastes mobilisations qui donnent une nouvelle impulsion au rassemblement de la gauche et débouchent sur la création du PRD en 1989⁵. Les dix années qui suivent, caractérisées par une accélération du processus de « démocratisation », voient le nouveau parti s'imposer comme la première formation d'opposition (ou la seconde selon les élections) : le PRD gagne la mairie de Mexico en 1997 puis de nouveau en 2000⁶ et remporte la gouvernance dans plusieurs États fédérés (Zacatecas, Tlaxcala, Basse Californie Sud, Michoacán et Guerrero).

L'enquête que nous avons menée lors du congrès du PRD qui a eu lieu à Zacatecas en 2001 révèle que les deux principales sources militantes qui étaient à l'origine de la formation du parti – le militantisme partisan, d'une part, le

3. Frontière qui constitue aujourd'hui encore un enjeu. Cf. Michel Offerlé, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 4^e édition, 2002, p. 4.

4. Nous parlerons dans ces deux cas de militantisme associatif.

5. Né de la fusion de la quasi-totalité des partis de gauche, le PRD appartient à l'Internationale socialiste ; il est pratiquement le seul parti de gauche sur la scène politique mexicaine.

6. En juillet 2000, l'élection présidentielle qui met fin à plus de soixante-dix ans de pouvoir du PRI est remportée par le Parti d'action nationale (PAN), l'autre grand parti d'opposition situé, lui, à droite.

militantisme associatif et syndical, d'autre part, sont toujours décelables plus de dix après.

Tableau 1 : Origines militantes des cadres nationaux, locaux et régionaux du PRD en 2001⁷ (n = 263)

Autres partis	Mouvements sociaux/ organisations sociales	Syndicats	ONG	Contexte électoral	Proche ou ami *
30 %	27 %	8 %	6 %	10 %	22 %
* Dans ce cas, les personnes interrogées n'ont jamais milité avant leur entrée dans le PRD.					

Entre 1989 et 2000, il existe au sein des différentes directions du parti (locales, régionales et nationales) un regroupement des dirigeants en fonction de leur origine militante : le militantisme associatif ou la « gauche politique », c'est-à-dire les autres structures partisans s'étant intégrées au PRD (partis de gauche ou CD du PRI)⁸. Cependant, cette différence entre origine associative et origine partisane est à relativiser : seuls 12 % des cadres, toute origine confondue, n'ont jamais milité en dehors d'un parti politique. 64 % ont milité pour une à cinq « causes » (lutte pour le logement, droits de l'homme ou droits indigènes, syndicalisme, etc.) durant leur parcours militant et 19 % pour six à dix causes⁹. Les cadres du PRD, quelle que soit leur origine militante déclarée, se caractérisent pour la plupart par leur multipositionnement militant¹⁰. D'où l'intérêt de se pencher non sur les structures qui ont porté leur militantisme mais sur leurs trajectoires. Celles-ci seront appréhendées dans leur transversalité, c'est-à-dire en retraçant le passage d'une « cause » à une autre, d'une forme organisationnelle à une autre. Partir du militantisme individuel permettra de sortir du carcan réducteur que constitue l'analyse des seules structures militantes stabilisées. Dans cette perspective, le PRD peut être conçu comme un carrefour, un lieu d'articulation des différents types de

7. Le total des pourcentages est supérieur à 100. À la question : « Par quel biais êtes vous entré au PRD ? », les personnes interrogées ont donné plusieurs réponses.

8. Les dirigeants du parti issus de la gauche politique et du CD du PRI – mis à part Cárdenas qui est resté « au-dessus de la mêlée » – sont en général dans le ou les mêmes courants tandis que les dirigeants issus des mouvements sociaux se rassemblent dans un grand courant – appelé *la triple secte* – qui s'est scindé au milieu des années 1990. Sur le détail de la structuration des courants au sein du PRD, voir Anne Pivron, « Anatomía de un partido de oposición mexicano : la estructura del juego político en el Partido de la Revolución Democrática (1989-1997) », *Estudios Sociológicos*, 49, p. 239-272, et Jean-François Prud'homme, « Le Parti de la révolution démocratique. Une institutionnalisation difficile », *Problèmes d'Amérique latine*, 59, 2004, p. 37-63.

9. Cf. notre enquête lors du congrès de Zacatecas.

10. Par ce terme nous entendons l'appartenance à plusieurs structures militantes ainsi que les phénomènes de reconversion militante.

militantisme, et cela dans un contexte politique bien précis : celui du passage d'un régime de parti dominant (le PRI) au pluralisme politique.

Mouvements sociaux et nouvelles générations de cadres militants

Les vagues de mobilisation qui se sont succédé à partir de 1968 ont donné naissance aux réseaux associatifs contestataires des années 1990 qui nourrissent le milieu partisan du PRD¹¹. À travers quelques exemples, nous retracerons le parcours des dirigeants entrés au PRD à la suite de leur militantisme dans des mouvements sociaux, des organisations sociales ou des syndicats.

Des guérillas au mouvement urbain populaire

Au Mexique, comme un peu partout dans le monde, 1968 est une année charnière. Au moment même où le pays s'apprête à accueillir les Jeux Olympiques, la contestation étudiante, alors très active, apparaît comme une menace pour le parti au pouvoir. Le 2 octobre 1968, plus de 200 étudiants sont tués par l'armée sur la place de Tlatelolco à Mexico. D'autres manifestations étudiantes sont réprimées dans le sang au début des années 1970. Face à la décomposition et à l'atomisation du mouvement de 1968, des groupes de guérilla fleurissent un peu partout sur le territoire national, soit dans les communautés rurales, soit dans les quartiers périphériques des mégapoles¹².

Les militants réfugiés dans la clandestinité accomplissent au quotidien un travail de terrain auprès des populations défavorisées : cours d'alphabétisation, dispense de soins, occupation de terres et revendication des services de base (eau, électricité, tout-à-l'égout...), qui leur permet de constituer un vaste réseau associatif contestataire. Progressivement, l'action propre aux guérillas perd de son intensité au profit de ce travail d'aide et de politisation. Avec la légalisation de la gauche et l'amnistie de la fin des années 1970, de nombreux groupes choisissent alors de sortir de la clandestinité, voire de s'intégrer au jeu électoral.

C'est après le tremblement de terre de Mexico, en 1985, que le processus de transition s'accélère. En effet, face à l'incapacité du gouvernement à assumer ses responsabilités dans une situation d'urgence, la demande d'aide immédiate des victimes se transforme rapidement en un vaste mouvement de

11. Le milieu partisan est « l'ensemble des relations consolidées entre des groupes dont les membres n'ont pas forcément comme finalité principale de participer à la construction du parti quoiqu'ils y contribuent en fait par leurs activités ». Cf. Frédéric Sawicki, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997, p. 24.

12. Cf. Jorge Castañeda, *L'utopie désarmée. L'Amérique latine après la guerre froide*, Paris, Grasset, 1996, p. 78-81. Voir également le roman de Carlos Montemayor, *La guerre au paradis*, Paris, Gallimard, 2001.

contestation. Les anciens militants des guérillas mobilisent alors les réseaux associatifs qu'ils ont tissés pendant leurs années de clandestinité et deviennent les principaux acteurs de ce que l'on appelle le Mouvement urbain populaire (MUP). Grâce à eux, celui-ci passe du stade des revendications matérielles au stade de la lutte contre le régime de parti unique.

Leader étudiant dans les années 1970 dans le nord du Mexique, Marco Rascón ne tarde pas à s'engager dans la guérilla. Il multiplie les occupations de terres puis est emprisonné pour avoir dévalisé une banque. Après sa libération, il quitte le nord pour Mexico, où il participe à la revue *Point critique*¹³, et commence à travailler dans les quartiers périphériques de la capitale. Après le tremblement de terre de 1985, il fonde avec d'autres membres de la revue¹⁴ l'« assemblée des quartiers » (*Asamblea de barrios-AB*), qui devient l'organisation phare du Mouvement urbain populaire. Son porte-parole *Super Barrio* (Super Quartier), catcheur masqué, dont le père spirituel, Rascón, endosse parfois le déguisement, est le défenseur des pauvres et de la démocratie, il marche en tête des manifestations massives organisées en faveur des sinistrés, orchestre les réunions de *AB* et « affronte » les dirigeants du PRI ou l'État lui-même, dans des parodies de combat de catch. Et bien sûr il a toujours le dessus ! Il déclare même qu'il est candidat à l'élection présidentielle de 1988 mais cède sa place à Cuauhtémoc Cárdenas. Rascón participe activement à la campagne de ce dernier. Quand le PRD est créé, il fait partie du premier Comité exécutif national. Tout en conservant son rôle à la tête de *AB*, il devient président du PRD à Mexico en 1991. En 1994, il est élu député fédéral et utilise lui aussi l'art de la parodie comme une arme politique au sein du Congrès. En 1997, il est nommé conseiller de Cárdenas. Candidat malheureux à la présidence du parti aux élections internes à Mexico, en 1999, il se retire des instances dirigeantes du parti¹⁵.

Le mouvement étudiant de 1986

En 1986, pour la première fois depuis les massacres de 1968, les étudiants descendent dans la rue pour protester contre des mesures gouvernementales visant à mettre en place des droits d'inscription et des examens d'entrée à

13. Il s'agit d'une petite revue de gauche à faible tirage mais qui a eu un rayonnement intellectuel important.

14. Notamment Mario Saucedo qui a été président du Conseil national du PRD et sénateur. Il est actuellement le leader du courant radical le plus important du PRD ; Javier Hidalgo, lui, a été député local à Mexico à deux reprises et président du Conseil national.

15. Entretiens conduits par l'auteure à Mexico en 1997, 1999, 2000.

L'Université nationale autonome du Mexique (UNAM), vivier des élites et des hommes de pouvoir depuis la révolution de 1910. Le mouvement du Conseil universitaire étudiant (CEU) est né. Très largement suivi au sein de l'UNAM aussi bien par les étudiants des classes moyennes que par ceux des classes populaires, le CEU contribue à ébranler un peu plus la légitimité du PRI. Quand Cárdenas annonce sa candidature à l'élection de 1988, les leaders les plus importants du CEU se rallient à sa cause et entraînent avec eux une armée de militants.

Carlos Imaz est fils d'immigrés espagnols républicains. Il s'impose rapidement comme l'un des leaders du CEU. Marti Batres, fils d'enseignants syndicalistes et étudiant en droit (qui ne finira jamais ses études), est au contraire un petit leader parmi d'autres au sein du Conseil. En 1988, tous deux appuient la candidature de Cárdenas et sont membres fondateurs du PRD en 1989.

Le principal capital politique de Imaz est le mouvement étudiant. Tout en étant membre de l'équipe de Cárdenas, puis attaché parlementaire et ensuite doctorant à Stanford (il est l'auteur d'une thèse sur la politique éducative au Mexique), il continue d'organiser ou de canaliser des mouvements étudiants (le « mouvement des exclus » en 1991 et en 1995). Une fois devenu professeur, il conserve une influence capitale sur les organisations étudiantes nées de la cristallisation des mouvements de 1986, 1991 et 1995. En 1997, après l'arrivée de Cárdenas à la mairie de Mexico, il est nommé à un poste de direction dans le gouvernement local qu'il quitte un an et demi plus tard pour devenir président du PRD dans le District fédéral. Que ce soit à son poste au gouvernement ou lors de sa campagne pour la présidence locale, Imaz met largement à contribution les organisations étudiantes.

Batres appartient à la même génération de militants profondément marqués par le CEU, mais il choisit un chemin différent. Il est le chaînon entre deux générations : celle du MUP et celle du CEU. Son engagement dans le mouvement étudiant coïncide avec son investissement dans une organisation de lutte pour le logement qui fait partie du MUP – l'Union populaire nouvelle Tenochtitlán (UPNT) – dont le dirigeant, René Berajano, est un enseignant syndicaliste. Dauphin de celui-ci, Batres devient rapidement l'une des figures de proue de cette organisation influente et crée son propre courant dans la capitale. Outre son militantisme dans le domaine du logement, il garde un pied dans le mouvement étudiant et devient président du PRD dans l'arrondissement Benito Juárez, le plus « classe moyenne » de Mexico. En 1997, dans le sillage de la victoire de

Cárdenas, il est élu à l'assemblée locale. Son « courant-organisation » est majoritaire dans le groupe parlementaire du PRD, ce dernier étant lui-même largement majoritaire à l'Assemblée législative du District fédéral. Batres en devient le président à 32 ans. Trois ans plus tard, élu député fédéral, il prend la tête du groupe parlementaire du PRD, puis en 2005 la tête du PRD à Mexico¹⁶.

Les débuts timides de la transition démocratique à la fin des années 1970 et la politisation des luttes sociales dans les années 1980 contribuent à créer les conditions favorables à l'engagement partisan lors de la création du PRD. Militants sociaux aguerris, les futurs dirigeants du PRD se caractérisent par l'accumulation et la diversité de leurs ressources dans le milieu associatif. Reste à déterminer l'impact que la présence de ces dirigeants a eu sur les modalités de construction du parti et en particulier sur la manière d'encadrer les militants.

Le rôle des organisations sociales dans la construction du PRD

Angelo Panebianco évoque deux modalités de construction organisationnelle des partis politiques : la construction par pénétration territoriale et la construction par diffusion territoriale¹⁷. Dans le premier cas, un « centre » stimule, dirige ou, au contraire, entrave le développement de la « périphérie », c'est-à-dire la construction des groupes locaux et intermédiaires du parti. Dans le second, le développement se produit par « génération spontanée » : des élites locales constituent d'abord les groupes locaux qui s'agrègent ensuite au niveau central. Dans le cas du PRD, des dirigeants d'organisations sociales ont entraîné leurs militants qui, aux échelons local et régional, individuellement ou collectivement, ont contribué à construire le parti¹⁸. Plus que par diffusion territoriale, le PRD s'est construit par « agrégation » territoriale autour d'organisations sociales, qui se sont transformées en véritables structures d'encadrement des militants.

16. Entretiens conduits par l'auteure en janvier 1999, Assemblée législative du District fédéral, Mexico.

17. A. Panebianco, *Modelos de partidos*, op. cit., p. 110.

18. Sur l'apport des différents types d'organisation dans la construction de l'appareil du parti par État fédéré, cf. H. Combes, « Faire parti(e) : construction et positionnement du PRD dans le système politique mexicain », *Revue internationale de politique comparée*, 12 (3), 2005, p. 331-345.

Mobilisation de l'expérience militante

En 1989, le nouveau parti bénéficie de l'engouement suscité par la personnalité de Cárdenas et du mouvement d'indignation provoqué par la fraude électorale de 1988. Pourtant, au bout de deux ans, la première vague d'adhésions qui a accompagné la création du PRD connaît une stagnation. La campagne de discrédit orchestrée par l'État¹⁹ et la violence de la répression menée contre le PRD – près de 700 cadres et militants sont tués entre 1989 et 2000²⁰ – constituent un frein important à la construction de l'appareil partisan. Dans les États de la fédération les plus touchés par la violence (Guerrero, Michoacán et Oaxaca)²¹, régions qui constituent les principaux bastions partisans et électoraux du PRD, il ne fait pas bon être militant, dirigeant ou élu du parti. Durant la période 1990-1993, pic de la violence à l'encontre du PRD à l'échelon local, les organisations sociales deviennent alors les principales pourvoyeuses de cadres partisans pour le PRD²². Ceux-ci ont l'habitude des affrontements avec la police et/ou les militants du PRI, ils reconvertissent leur savoir-faire dans l'espace politique et mobilisent leurs effectifs militants. En outre, l'ouverture de l'arène électorale à l'opposition au niveau national implique pour le PRD, tout jeune parti d'opposition, de trouver rapidement des candidats sur l'ensemble du territoire alors que les petits partis de gauche qui ont participé à sa fondation n'avaient souvent que des assises locales. Là encore, les dirigeants d'organisations et de mouvements sociaux sont mis à contribution.

Tractions des dirigeants autour des organisations sociales

La construction par *agrégation territoriale* a également des effets à l'échelon municipal : les structures des organisations sociales qui sont à l'origine du PRD ou qui le rejoignent se substituent ou se superposent aux comités muni-

19. Le PRD est présenté dans la presse comme un parti dont les actions violentes constituent une menace pour la stabilité sociale.

20. H. Combes, « Transition démocratique et maintien de l'ordre. Le cas du Mexique », dans Donatella Della Porta, Olivier Filleule (dir.), *Maintien de l'ordre et gestion des conflits collectifs. La police des foules en contexte démocratique et autoritaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006. Les organisations paysannes d'opposition subissent également une forte répression, mais, dans l'arène politique, le cas du PRD est exceptionnel. Le PAN, l'autre grand parti d'opposition des années 1990, n'a pas subi de répression.

21. Comisión Nacional de Derechos Humanos, *Informe de la Comisión Nacional de Derechos Humanos sobre las quejas presentadas por el PRD*, Mexico, 1994.

22. Alors qu'entre 1989 et 2000, 27 % des cadres du PRD étaient entrés au parti après avoir milité dans une organisation sociale, ce chiffre s'élève à 43 % pour la période 1990-1993. Voir H. Combes, « Primaries, Internal Elections and Democratic Transition. The Case of the Democratic Revolution Party in Mexico (1989-2001) », *Party Politics*, à paraître 2006.

cipaux du parti. Il est difficile de dire si ce phénomène est la cause ou la conséquence des difficultés de construction de la structure partisane. Il s'agit sans doute de deux phénomènes qui s'alimentent réciproquement. Face à la faiblesse des comités de base, les organisations sociales sont des alliées importantes, parce qu'elles sont « les mieux placées pour former les réseaux territoriaux du parti²³ ». Ainsi, des organisations paysannes de producteurs de café transforment leur assemblée en convention électorale pour élire le candidat à la députation locale du PRD²⁴ ou pour participer à l'organisation des élections. Dans de nombreux quartiers de Mexico, en période électorale, les comités d'organisation de lutte pour le logement mettent en veille leurs activités courantes et se consacrent pleinement à la campagne du PRD. S'il existe des comités de base du parti ou du moins des comités par arrondissement, leur fonctionnement demeure restreint par rapport à celui des organisations sociales. Moins fournis en militants, moins homogènes, souvent paralysés par des conflits internes, ils ne sont pas le fer de lance de l'activité militante en période électorale.

Les dispositions présentes dans les statuts du PRD sont d'ailleurs utilisées par les dirigeants des organisations sociales pour se positionner dans le jeu interne du parti à l'échelon local.

« En 1992, une mesure spéciale a été fixée pour l'organisation du congrès national : iraient aux congrès régionaux tous les présidents des comités de base. Du coup, tout le monde s'est mis à créer des comités de base. Il suffisait de trouver 7 militants (...) et si l'on était le président on pouvait aller au congrès national. Les comités sont sortis de terre en deux ou trois semaines mais c'était totalement artificiel. Une folie. Ça a été une aubaine pour les organisations sociales qui avaient des stocks énormes de militants si bien que certaines d'entre elles ont réussi à créer 500 comités de base ! Les militants pour le logement arrivaient aux réunions, signaient les documents pour former un comité de base du PRD et voilà. Une merveille ! Et comme ça, en quelques jours, seulement pour Mexico, il y a eu 4 000 comités²⁵ ! »

Nombre de ces structures sont des coquilles vides au service des cadres dirigeants d'organisations sociales, qui les mobilisent lorsqu'une échéance

23. Corriente de izquierda y democrática (CID), *Relatoría de la reunión nacional del 1 y 2 de abril*, PRD, 1992, p. 4.

24. PRD de Oaxaca, *Acta de asamblea*, PRD, 1995, p. 1.

25. Série d'entretiens conduits par l'auteur avec Agustín Guerrero, secrétaire général du PRD-DF, bureau du PRD-DF, mai 2000.

interne se présente. Pour ces dirigeants – Marco Rascón, Martí Batres, entre autres –, les ressources associatives tirées des organisations sociales se monnaient, s'échangent et se négocient dans le jeu interne du PRD. À partir de 1993, la mise en place d'élections internes « ouvertes » pour désigner les dirigeants du parti (de l'échelon municipal à l'échelon national) et les candidats à des mandats représentatifs accentue ce phénomène²⁶. Tous les membres du PRD peuvent participer à ces élections qui ne se déroulent pas dans les locaux du parti mais dans l'espace public (place, jardin, rue). En 1996, la procédure est élargie à tout citoyen mexicain qui a une carte d'électeur²⁷. Pour les cadres partisans, sans la promesse de « votants », il est difficile de nouer des alliances. Le militantisme présent et le militantisme passé et, par là même l'implantation dans les réseaux associatifs, sont donc les garants d'un *réservoir de votes* utilisables pour soi mais aussi pour ses alliés. Lors des négociations menées en vue de la constitution des listes, qu'elles soient nationales ou locales, le principal critère retenu pour juger si un candidat est intéressant ou non est l'ampleur de son militantisme associatif, et, à travers lui, du nombre de votants susceptibles d'être mobilisés.

L'encadrement des militants partisans *via* les organisations sociales

Les militants des organisations sociales ne participent pas aux réunions des comités locaux du parti, en revanche les réunions des organisations sociales, elles, sont largement consacrées aux activités du PRD et à son leader Cárdenas. Le déroulement des réunions de *AB* montre cette intrication entre militantisme associatif et militantisme partisan.

Il est 16 heures, un samedi de janvier. De nombreux militants ne peuvent pas entrer dans la salle de réunion de l'*Asamblea de barrios* du quartier de Romero Rubio : la salle est bondée, environ 200 personnes sont au rendez-vous. Certains sont venus en famille mais la majorité des participants sont des femmes seules accompagnées de leurs enfants. Après l'évocation des activités routinières de *AB*, près de 45 minutes sont consacrées à l'actualité du PRD : un point est fait sur la réforme politique [relative, entre autres, au mode d'élection des maires d'arrondissement et à la répartition des compétences entre l'État fédéral et la mairie de Mexico] et les échéances électorales dans plusieurs États de la fédération ; les rela-

26. H. Combes, « Élections internes et transition démocratique. Le cas du Parti de la révolution démocratique au Mexique », *Problèmes d'Amérique latine*, 54, automne 2004, p. 53-72.

27. Le votant est alors automatiquement considéré comme étant affilié au PRD.

tions avec le Parti d'action nationale sont évoquées ainsi que l'agenda législatif. Quelques mots sont dits ensuite sur la mairie de Mexico, gagnée par le PRD un an et demi auparavant : l'orateur centre son intervention sur « la campagne de harcèlement dans les médias » à l'encontre du Gouvernement du district fédéral [accusé d'être responsable des inondations de rues durant la saison des pluies ou, plus grave, de l'insécurité, notamment après l'assassinat en pleine rue du présentateur d'une émission télévisée], il appelle les militants de *AB* à ne pas se laisser influencer par les médias et leur demande d'expliquer autour d'eux la réalité des faits. Quelques minutes encore sur la vie du parti : les élections internes qui auront lieu prochainement et les possibilités d'alliances pour *Asamblea de barrios*. Enfin, rapidement, des activités de soutien aux zapatistes sont proposées aux militants²⁸.

Au cours de ces réunions internes, les organisations sociales assurent des tâches qui incombent traditionnellement aux comités de base du parti. L'appareil du PRD peut mener ses activités les plus routinières avec un nombre réduit de militants partisans et faire appel aux militants du PRD appartenant à des organisations sociales – tenus au courant de l'agenda du parti – lorsque les besoins sont plus importants, notamment à l'occasion d'élections ou de manifestations²⁹. Comme le notent Russel Dalton et Martin Wattenberg, l'organisation du parti ne requiert pas de chaque membre qu'il s'investisse au quotidien. Du coup, ceux qui sont plus assidus que les autres voient leurs responsabilités augmenter. Comme beaucoup de partis politiques, le PRD s'est de toute évidence adapté à une plus grande volatilité de ses militants en élargissant ses structures de base³⁰. Les organisations sociales offrent donc au milieu partisan du PRD une base souple et élargie. Ce mode de fonctionnement, qui permet de suivre les changements de conjoncture, rend cependant la structure partisane aléatoire et fragile, car dépendante des dirigeants sociaux qui peuvent prendre des positions de retrait vis-à-vis du PRD, voire contracter une alliance électorale avec un autre parti. En effet, avec certaines organisations, « la relation est fortuite, variable, peu consolidée »³¹. Dix ans

28. Au début de l'année 1999, nous avons suivi pendant quatre mois les activités de deux groupes de *Asamblea de barrios* dans deux zones différentes de Mexico.

29. « Sans une forte participation des militants des organisations sociales aux manifestations [organisées par le PRD], nous n'aurions pas pu maintenir ce rythme de mobilisation. » Entretien conduit par l'auteure avec Augustín Guerrero.

30. R. Dalton, M. Wattenberg, « Partisan Change and Democratic Process », dans R. Dalton, M. Wattenberg (eds), *Parties Without Partisans*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 266.

31. Secretaría de movimientos sociales, *Memoria del primer nivel de la escuela de dirigentes sociales del PRD*, PRD, 22-25 juillet 1991, p. 7.

après la création du PRD, la consolidation de la structure partisane reste donc une priorité.

Tout en effectuant un travail de politisation, les organisations sociales font valoir leur capacité à mobiliser rapidement et avec des moyens très efficaces des centaines de militants. Elles offrent en effet des possibilités de rétribution du militantisme³² qui ne sont pas à la portée d'un parti d'opposition en période de changement de régime.

Financements indirects de la vie partisane

Jusqu'à la réforme sur le statut des partis de 1994, les ressources financières du PRD sont très réduites. Les subsides versés par l'État aux partis sont modestes ; le PRI bénéficie de toute la puissance financière de l'appareil d'État et le PAN de l'appui de grands entrepreneurs privés. De plus, certains cadres du PRD refusent, par principe, de recevoir les financements publics octroyés par le gouvernement de Carlos Salinas de Gortari. Face au manque de moyens logistiques et financiers du parti, les organisations sociales jouent un rôle clé. Grâce à des fonds qui proviennent, d'une part, des programmes gouvernementaux – et sont octroyés dans le cadre du système corporatiste –, d'autre part, des ONG, elles ont les moyens d'attirer et de retenir les militants en leur offrant des rétributions matérielles (logement, nourriture, emploi).

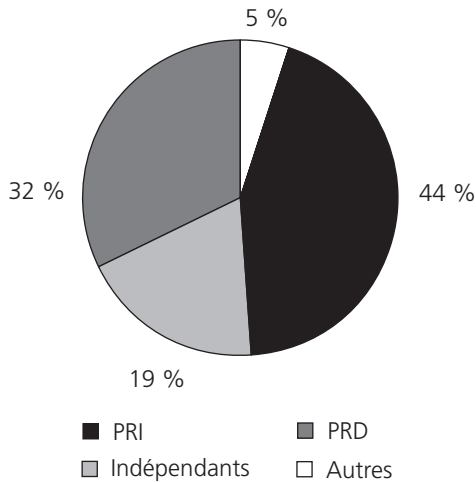
En effet, en fonction de la conjoncture et/ou des configurations politiques locales (très différentes étant donné la grandeur du territoire et la structure fédérale de l'État), le régime choisit soit d'écarter les organisations sociales d'opposition des programmes sociaux soit de les associer étroitement, souvent dans l'espoir de les coopter. La participation aux programmes gouvernementaux fait débat dans les organisations du milieu partisan du PRD :

« Au milieu des années 1990, de très fortes divergences sont apparues au sein de *Asamblea de barrios*. (...) D'un côté, il y avait ceux qui pensaient que l'on ne devait plus demander de financement à des instances gouvernementales. (...) Qu'on se faisait acheter par le gouvernement ou par la mairie de Mexico. (...) De l'autre, il y avait ceux qui considéraient que l'on ne pouvait pas se priver de cette source de financement. Qu'est-ce qu'on aurait dit aux militants ? On peut toujours faire un travail de politisation, mais ils sont quand même là pour avoir un logement (...). Cette diver-

32. Daniel Gaxie, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 27 (1), 1977, p. 123-154.

gence a été un facteur important dans l'explosion de *Asamblea de barrios* qui est devenue *Asamblea de Varios* [rires] »³³.

Rattachement partisan des organisations sociales ayant obtenu des financements de la mairie de Mexico pour construire des logements sociaux en 1996-1997³⁴



Le militantisme dans les organisations sociales dépend largement de la possibilité d'obtenir des biens matériels comme nous l'explique un dirigeant de *AB*, également député local du PRD. « Obtenir des financements pour construire des logements est essentiel pour conserver nos militants. (...) La procédure est longue. Cela prend plusieurs années. Alors quand [les militants] voient que des camarades de leur comité de *AB* reçoivent un logement, cela les encourage à persister, à continuer à militer. (...) Plus on obtient de financements, plus on garde nos bases (...) »³⁵.

L'existence des organisations sociales dépend donc de l'accès aux crédits pour la construction de logements. C'est également vrai pour leurs dirigeants au sein du PRD. Comme nous l'avons vu, sans militants « mobilisables », il est

33. Jeu de mots sur *barrios* (de quartiers) et *varios* (de divers) qui, en espagnol, se prononcent quasiment de la même manière. Entretien avec David Cervantes, Congrès de l'Union, Mexico DF, avril 1999.

34. Tableau élaboré à partir des rapports du Departamento del Distrito Federal (DDF), « Composición política de las viviendas entregadas y de los inmuebles atendidos », 1996-1997 ; Gobierno del Distrito Federal, « Composición política de las viviendas entregadas y de los inmuebles atendidos », 1996-1997.

35. Entretien avec Javier Hidalgo, ALDF, Mexico DF, janvier 2000.

difficile de tisser des alliances, d'être élu lors des scrutins internes et d'obtenir une poste de cadre partisan ou une investiture.

Par ailleurs, les organisations perçoivent des subventions d'ONG nationales ou internationales, comme *AB* dans le quartier de Romero Rubio (Mexico) : « Nous travaillons en collaboration avec des ONG (...), plusieurs mexicaines et deux étrangères. (...) *AB* répond à des besoins matériels des populations locales, en donnant accès à des services de prévention et de santé, d'éducation et même de formation professionnelle mais pour cela nous avons besoin de sources de financement et donc pour chaque secteur nous travaillons en collaboration avec des ONG. (...) Le quartier Romero Rubio est à la périphérie du centre historique et il souffre de dégradations importantes. Aucune solution n'était envisagée par les autorités locales. Le comité de défense du quartier Romero Rubio, présidé par R. Pichardo [dirigeant de *AB* et député local du PRD], a remporté en Colombie un concours d'urbanisme assorti d'un prix qui a permis le financement de la réhabilitation du quartier »³⁶.

Si l'on isole les organisations sociales de lutte pour le logement du Mouvement urbain populaire, 58 % d'entre elles reçoivent un appui d'une ou de plusieurs ONG nationales (appui principalement financier mais qui consiste également parfois en un service d'expertise) et 30 % d'une ou de plusieurs ONG internationales.

Si l'on considère l'ensemble des organisations sociales du milieu militant du PRD, ce pourcentage augmente de façon tout à fait substantielle : 79 % d'entre elles reçoivent l'appui d'une ou de plusieurs ONG nationales et 47 % d'ONG internationales. En revanche, si l'on prend en compte les organisations du MUP n'appartenant pas au milieu partisan du PRD, seules 20 % d'entre elles ont un lien avec une ou plusieurs ONG nationales et aucune avec une ONG internationale³⁷. Ainsi, appartenir au milieu partisan du PRD semble bien être une initiation à la recherche de financements auprès des ONG. En demandant – et en obtenant – davantage de financements que les autres structures, les organisations prestataires de services du milieu partisan du PRD permettent aux dirigeants investis dans des actions à la fois partisans et associatives de susciter ou de renforcer l'adhésion de secteurs populaires au PRD et garantissent indirectement le maillage territorial de celui-ci. Du côté des militants, les activités partisans s'inscrivent dans une économie complexe de rétributions de leur engagement associatif. Les organisations sociales utilisent un système de points pour fixer un ordre de priorité dans

36. Entretien avec Laura Ramírez, coordinatrice du module d'attention citoyenne du député Rodolfo Pichardo, dirigeante de *AB*, arrondissement Venustiano Carranza, janvier 1999.

37. Cf. Leslie Serna, *¿Quién es quién en el MUP?*, Mexico, Ediciones ¡Unión!, 1997.

l'attribution des logements. Chaque activité militante donne lieu à l'obtention de points : participations aux activités routinières de l'organisation, aux manifestations, aux élections internes du PRD, aux meetings ou aux campagnes électorales.

La nécessité impérieuse d'obtenir un logement ou l'accès à des services (eau, électricité, etc.) n'empêche pas l'attachement à la cause, au leader et au parti. Comme l'ont montré de nombreux travaux, le clientélisme ou les formes de patronage sont non seulement compatibles avec la loyauté partisane³⁸ mais ils peuvent aussi en être constitutifs³⁹. Des militants de *Asamblea de barrios* interrogés pendant une manifestation⁴⁰ affirment dans leur grande majorité que leur sympathie pour le PRD est antérieure à leur engagement dans *AB*. En outre, ils signalent que l'imbrication de *AB* et du PRD leur permet d'avoir un engagement politique tout en privilégiant un militantisme qui leur apporte une rétribution matérielle :

« Je suis sympathisante du PRD depuis sa création. J'ai toujours voté pour lui. (...) En 1993, je suis arrivée à *Asamblea de barrios*. (...) Je suis pauvre et femme au foyer. Lutter pour avoir une maison pour ma famille c'est important pour moi. C'est pour ça que je suis à *AB*. (...). C'est bien que *AB* soit du PRD. (...) Je participe à beaucoup d'événements du PRD avec *AB* (...), des meetings, des campagnes. (...) Je n'aurais pas le temps de venir à *AB* et au PRD en même temps. (...) Je participe pour ma maison et aussi pour Cárdenas. (...) Je suis d'accord aussi quand (...) *AB* est critique avec le secrétaire du logement [du gouvernement local du PRD]. (...) Leur politique de logement est mauvaise. Moi, j'attends depuis 1993. (...) Si des dirigeants PRD font des mauvais choix pour le logement, c'est normal que *AB* le leur dise et se défende mais (...) je suis quand même avec Cárdenas et le PRD »⁴¹.

De fait, ainsi que le précise Daniel Gaxie, « l'investissement dans la cause est une condition de rétribution du militantisme »⁴². Au cours des nombreuses réunions auxquelles nous avons assisté, nous avons pu observer par ailleurs que les militants eux-mêmes considèrent le système des points comme le moyen de rétribution du militantisme le plus juste. Face à la montée des accusations de clientélisme, à la fin des années 1990, les dirigeants des organisa-

38. Par exemple, Vicky Randall, Lars Svåsand, « Party Institutionalisation in New Democracies », *Party Politics*, 1, 2002, p. 24.

39. Jean-Louis Briquet, « La politique clientélaire, clientélisme et processus politiques », dans Jean-Louis Briquet, Frédéric Sawicki, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, 1997, p. 18.

40. Enquête réalisée par l'auteure auprès de 15 militants, pendant un campement au Zócalo (place centrale de Mexico) en juin 1999.

41. Entretien pendant le campement au Zócalo.

42. D. Gaxie, « Rétribution du militantisme et paradoxe de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, 11 (1), 2005, p. 157.

tions sociales du milieu partisan du PRD hésitent à maintenir ce système, mais les militants, eux, revendiquent haut et fort le respect de ce qu'ils considèrent comme un droit à voir leur militantisme pris en compte et récompensé... Ce « renversement » de la relation de clientèle semble spécifique au milieu partisan du PRD, il n'existe pas au PRI, par exemple, où la relation dirigeants/militants est placée sous le signe de la verticalité, qui peut aller jusqu'à la soumission et à la peur⁴³.

Depuis l'arrivée au pouvoir du PRD à Mexico en 1997, le compagnonnage des organisations sociales est devenu « encombrant » pour les courants qui s'étaient appuyés sur elles pour construire le PRD. Les savoirs techniques et technocratiques sont désormais privilégiés dans la composition des ministères locaux, ce qui donne une large place aux universitaires et aux dirigeants d'ONG qui, eux, n'ont pas à négocier avec leurs bases. Un nouveau courant du PRD met à profit le « scandale » créé par un quotidien pro-gouvernemental à propos du lait « Betty »⁴⁴ pour diffuser de nouvelles règles éthiques fondées sur un militantisme individualisé et présenté comme « désintéressé ». Depuis, les organisations sociales, leurs dirigeants et leurs militants jouent un rôle de moins en moins important dans la fabrique partisane. ■

Hélène Combes est l'auteure d'une thèse de doctorat intitulée « De la politique contestataire à la fabrique partisane. Le cas du Parti de la révolution démocratique au Mexique (1989-2000) » (soutenue en novembre 2004 à l'Université Paris III). Elle a publié des articles dans les revues *Genèses*, *Cahiers des Amériques latines*, *Problèmes d'Amérique latine*, *Revue internationale de politique comparée* ainsi que dans plusieurs ouvrages collectifs. Elle est actuellement en post-doctorat au Centre de recherches politiques de la Sorbonne (CRPS — Université Paris I). Ses recherches portent sur le mouvement altermondialiste et la démocratie dans le cadre d'un projet de recherche européen coordonné par le département de science politique de l'Institut universitaire européen de Florence. Adresse électronique : combeshvc@yahoo.com

43. Ainsi que nous avons pu l'observer lors des manifestations de l'organisation *Antorcha campesina* (1998-1999) ou lors du meeting présidentiel du PRI (2000) à Mexico.

44. Le quotidien *La Cronica* affirme que le lait distribué dans des quartiers populaires par des députés du PRD issus d'organisations sociales contient des matières fécales. Les analyses réalisées sur des échantillons révèlent que l'information est fautive. Cependant, l'affaire prend une ampleur nationale et lance un débat public autour de la question plus générale des pratiques de distribution de biens matériels par des hommes politiques. Cf. H. Combes, « Des leaders sociaux devenus députés. Quel impact sur la représentation politique ? », *Traces*, 36, janvier 2000, p. 26-36.